

Les crédits

Le Canada dispose de plus de 350 milliards de dollars d'épargnes rendues possibles grâce à la fiscalité. Nous pourrions mettre à profit beaucoup plus utilement cet argent pour réduire notre endettement et répondre à nos besoins en ce qui concerne les capitaux de risque. La mainmise étrangère sur notre économie est la plus forte de tous les pays industrialisés et elle s'accroît sans cesse. Depuis qu'Investissement Canada a remplacé l'Agence d'examen de l'investissement étranger, il a examiné plus de 850 demandes de prises de contrôle de la part de sociétés étrangères.

Combien Investissement Canada en a-t-il refusé, monsieur le Président? Aucune.

Plus la mainmise étrangère s'accroît, plus les sociétés mères étrangères s'emparent des bons emplois, effectuent des travaux de recherche et de développement, intensifient leur planification fiscale, s'accaparent des dividendes et multiplient les achats d'une société à l'autre. Voilà la réalité des sociétés multinationales. Faute de disposer de sa juste part de sociétés multinationales mères implantées au Canada, les Canadiens ne sauraient espérer soutenir la concurrence au sein d'une économie globale. C'est là un domaine où nous pourrions vraiment beaucoup améliorer les choses.

J'ai déjà fait état de la politique monétaire. Le gouvernement pourrait assumer maints autres rôles en ce qui concerne notre économie, qu'il s'agisse de l'infrastructure, d'un réseau de télécommunications, des transports, autant de domaines où le gouvernement a un rôle important à jouer et où nos principaux concurrents, après nous avoir privés des avantages que nous avions, nous obligent à nous désindustrialiser, surtout en Ontario. La situation actuelle est vraiment sombre, et si le gouvernement persiste dans la voie qu'il a choisie, nous risquons de voir de plus en plus d'emplois disparaître vers le Sud, emportant avec eux l'espoir de toute une génération de jeunes Canadiens. Les choses pourraient être toutes autres, mais nous aurions besoin pour cela d'un gouvernement qui soit prêt à assumer ses véritables responsabilités, à agir comme seul un gouvernement peut le faire, et à lutter pour l'avenir du Canada.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de féliciter mon collègue de Toronto d'avoir exprimé de façon aussi éloquente et sincère son inquiétude en ce qui concerne la réalité à laquelle les députés, et particulièrement ceux de l'Ontario, font face dans leurs localités.

Je voudrais toutefois soulever une question. Comme vous le diront mes électeurs et en fait de nombreux

citoyens de toutes les régions de l'Ontario, que nous avons rencontrés dans le cadre des consultations du NPD sur la reprise économique, les nombreuses fermetures d'usines ainsi que le déménagement de beaucoup d'entreprises aux États-Unis et au Mexique sont directement liés à l'Accord de libre-échange conclu avec les États-Unis. Ils considèrent tout cela comme des signes avant-coureurs des conséquences que pourrait avoir toute entente trilatérale que le Canada signerait avec les États-Unis et le Mexique.

Je soupçonne le député de Willowdale de nourrir probablement les mêmes craintes que moi au sujet de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, qui est actuellement en vigueur et qui fait des ravages un peu partout dans notre province, et de partager mes inquiétudes face à l'avenir si jamais une entente commerciale était conclue avec le Mexique. La direction du Parti libéral ne s'est pas engagée à retirer le Canada de l'Accord de libre-échange, si les libéraux sont en mesure de le faire au lendemain des prochaines élections.

• (1330)

Moi qui partage quelques-unes des préoccupations de mon collègue au sujet de la politique industrielle à adopter pour l'avenir, je voudrais lui demander s'il est prêt à promettre de façon non équivoque, au nom de son parti, que le Parti libéral, s'il est porté au pouvoir aux prochaines élections, se prévaudra de l'avis de six mois prévu dans l'Accord de libre-échange pour se retirer de cette entente commerciale qui a nui à des centaines de milliers de personnes dans notre province?

Je sais que je me lance ici dans des questions hypothétiques. Mais si jamais nous avions à ce moment-là conclu un accord avec le Mexique, pourrait-il également nous promettre que cet accord ne figurera pas dans le programme de son parti, mais que nous tenterions plutôt de nous tailler une place sur la scène internationale en tant que pays qui a obtenu son indépendance, qui a établi des relations commerciales avec d'autres pays grâce au GATT et qui s'oppose à la série de liens commerciaux dépendants et destructeurs que l'actuel gouvernement a noués avec les États-Unis.

M. Peterson: Monsieur le Président, nous avons vu que, même sans un accord de libre-échange avec le Mexique, nous avons perdu des emplois canadiens au profit de ce pays. Nous allons continuer à voir un grand nombre d'emplois du Nord industriel être transférés dans les régions de bas salaires du sud des États-Unis et directement au Mexique, que nous ayons conclu ou non un accord de libre-échange.